

QUI A INVENTÉ LA BOMBE À EAU ?

Les relations entre l'homme et l'eau sont historiquement très étroites. Il n'est pas nécessaire de remonter au déluge, à nos ancêtres poissons ou à notre vie embryonnaire, pour s'en convaincre. Se redressant et sortant de la forêt, l'homme s'est installé au bord de l'eau pour des raisons pratiques évidentes. Se regroupant ainsi, les hommes devaient inmanquablement polluer leur bien le plus précieux. C'est pourquoi ils inventèrent les boissons fermentées, plus hygiéniques que l'eau elle-même puisque ne permettant pas la prolifération des miasmes. De son long voisinage avec l'eau, l'homme a gardé une attirance particulière pour les berges et pour la limpidité. De son usage immodéré de la boisson alcoolisée, il a parfois tiré des œuvres remarquables. La poésie, la peinture et chacun de nous peut-être, ont trouvé au bord de l'eau ou dans un flacon, une inspiration facile. Les gouvernants modernes aussi.

Pendant longtemps l'eau a été considérée comme un bien quasiment libre et offert à tous, du moins dans les quantités nécessaires à la survie. Là où elle était la plus rare, elle était offerte, car symbole même de l'échange vital ; là où elle était commune, l'accès en était codifié de façon à la protéger et à en assurer la disponibilité.

Au début de ce siècle, l'accès à l'eau potable est devenu un objectif social et sanitaire qui a plus contribué au bien-être et à la santé publique que toutes les médecines réunies. L'accès à l'eau potable, distribuée ou non, avait toujours été un droit élémentaire et quasiment absolu jusqu'à ce que l'industrialisation, l'agriculture intensive et l'urbanisation incontrôlées entraînent une pollution sans précédent des cours d'eau et des nappes.

Le « progrès » donc, faisant avancer les nuisances, a eu pour conséquence de faire reculer ce droit dont même le souvenir s'est presque estompé des mémoires des sociétés modernes.

En faisant supporter à l'eau potable le coût de la dépollution, on a réalisé un tour de passe-passe extraordinaire et inventé un concept au nom prometteur qui fait presque l'unanimité : le principe du pollueur-payeur.

Mais en matière d'eau, l'application de ce fameux principe est pour le moins ambigu. Partant d'une logique de justice, on a amorcé une bombe à retardement.

Le principe du pollueur payeur est « démocratique » car il a l'originalité de frapper chacun de nous presque indistinctement, pourtant c'est un principe totalement injuste puisque, contrairement à son nom, il ne s'applique, en matière d'eau, ni à la réalité de la pollution, ni à la totalité des vrais pollueurs. Ainsi, peut-on voir des contrevenants qui loin d'être pénalisés obtiennent, au contraire, des subventions pour se mettre en conformité.

Plus grave encore, l'application de ce principe est anti-économique car elle permet d'asseoir des bénéfices sur des sommes qui dépendent directement d'une nuisance que l'on prétend combattre.

Comment expliquer autrement la dérive des coûts de l'eau potable durant ces trente dernières années, alors que l'on prétend depuis lors lutter contre les pollutions de toutes origines ? Au-delà de l'explication de cette dérive, désormais le problème est politique, car les coûts augmentent sans qu'aucun mécanisme ne s'y oppose et, en de nombreux endroits, la qualité de l'eau ne s'améliore pas.

La Rédaction